

Confortons notre internationalisme de classe : la question du Sahara Occidental !

Le Sahara occidental constitue aujourd'hui l'une des dernières situations coloniales au monde. Cinquante ans après le départ de l'Espagne et malgré les résolutions successives des Nations unies, le peuple sahraoui demeure privé de son droit fondamental à l'autodétermination. Cette situation n'est pas le produit d'un conflit gelé ou d'un simple différend diplomatique : elle est le résultat d'un rapport de domination politique, économique et militaire entretenu par les puissances impérialistes et leurs alliés régionaux et en particulier notre pays la France.

De cette situation à gauche, les communistes ont souvent été les seuls à s'emparer aux côtés de nos camarades Sahraouis de ce combat. D'autant plus que pour les communistes la question du Sahara Occidental ne peut être abordée sous l'angle seul de la stabilité géopolitique. Elle relève d'un principe fondamental et d'un combat historique : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A ce titre, le soutien au peuple Sahraoui doit être réaffirmé, car il s'inscrit pleinement dans la tradition internationaliste et anticolonialiste du Parti Communiste Français.

Depuis l'occupation du territoire par le Maroc en 1975, rendue possible par les accords de Madrid conclus dans le dos du peuple sahraoui, une logique de fait accompli s'est imposée avec le soutien tacite ou explicite des grandes puissances occidentales. Derrière les discours diplomatiques sur la "stabilité régionale" se cache en réalité une logique de domination économique et stratégique : contrôle des ressources minières, exploitation des richesses halieutiques, sécurisation des intérêts européens et français au Maghreb et en Afrique de l'Ouest.

L'Union européenne et la France en particulier, portent une responsabilité politique majeure dans cette situation. Depuis des décennies, l'État français agit comme principal soutien diplomatique du Maroc au Conseil de sécurité des Nations Unies, bloquant toute avancée sérieuse vers un référendum d'autodétermination qui donnerait la liberté au peuple sahraoui de choisir son avenir. Cette position française s'inscrit dans une continuité néocoloniale de la politique française, en particulier en Afrique et dans le monde arabe, renforcée notamment par la progression des idées réactionnaires dans notre société, dans la seule perspective de préserver la zone d'influence française, de maintenir des intérêts économiques au détriment des peuples, et de défendre l'intérêt des grands groupes.

Les accords commerciaux conclus entre l'Union européenne et le Maroc intégrant les ressources du Sahara occidental illustrent cette logique. Malgré plusieurs décisions de justice européennes rappelant que le Sahara occidental possède un statut "distinct et séparé", les intérêts économiques

continuent de primer sur le droit international. Les ressources du peuple sahraoui sont exploitées sans son consentement, au bénéfice d'intérêts privés et de stratégies géopolitiques étrangères.

Cette situation coloniale s'accompagne d'une répression constante dans les territoires occupés : arrestations arbitraires, atteintes aux libertés fondamentales, surveillance des militants indépendantistes, violences contre les syndicalistes et défenseurs des droits humains. Dans le même temps, des dizaines de milliers de Sahraouis vivent depuis près d'un demi-siècle dans les camps de réfugiés de Tindouf, en Algérie, dans des conditions extrêmement difficiles, dépendant largement de l'aide humanitaire internationale.

La reprise de la guerre en 2020 après la rupture du cessez-le-feu démontre les limites des stratégies d'attente et des ambiguïtés diplomatiques. Lorsqu'un peuple est privé durablement de ses droits fondamentaux, lorsque toutes les perspectives politiques sont bloquées, le retour de la confrontation devient malheureusement une conséquence prévisible.

Dans ce contexte, le PCF doit porter une orientation claire, offensive et cohérente avec son histoire anticolonialiste.

Nous pensons et portons le fait que le Parti Communiste Français :

- Réaffirme sans ambiguïté son soutien au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui
- Reconnaisse pleinement le Front Polisario comme représentant légitime de ce peuple dans le cadre du processus onusien.
- Exige que la France prenne position en faveur de l'organisation d'un référendum d'autodétermination sous l'égide des Nations Unies.
- Dénonce le rôle de la France dans le blocage du dossier Sahraoui
- Combat au niveau européen et avec ses partenaires tous les accords commerciaux ou économiques participant à l'exploitation illégale des ressources du Sahara Occidental.
- Soutiennent les organisations progressistes, syndicales, et de jeunesse sahraouis en particulier celle de la diaspora française.
- Renforce les campagnes de solidarité concrète avec les camps de réfugiés.
- Exige la libération des prisonniers politiques sahraouis et la protection des droits humains dans les territoires occupés, et s'inscrit dans initiatives dans ce sens sur le territoire français.

Mais cette question pose également un enjeu plus large pour notre parti : celui de notre capacité à reconstruire un internationalisme de classe cohérent au XXI^e siècle.

À l'heure où les puissances occidentales invoquent le droit international de manière sélective, condamnant certaines occupations tout en soutenant ou tolérant d'autres, les communistes doivent réaffirmer une ligne indépendante, fondée sur des principes universels et non sur les intérêts des

blocs impérialistes. Nous refusons le “deux poids deux mesures” permanent des grandes puissances impérialistes.

Le combat du peuple sahraoui rejoint celui de tous les peuples confrontés à la domination, à la dépossession et à la logique néocoloniale. Il interroge directement le rôle des multinationales, de l’Union européenne et des alliances militaires dans le maintien des rapports de dépendance au Sud.

Pour le PCF, soutenir le Sahara occidental ne relève pas d’une posture symbolique. C’est affirmer qu’aucune paix durable ne peut être construite sur la négation des droits d’un peuple. C’est refuser que la raison d’État, les intérêts économiques ou les calculs diplomatiques justifient l’abandon des principes fondamentaux du droit des peuples.

Dans un monde traversé par les guerres, les rivalités impérialistes et la montée des nationalismes réactionnaires, les communistes doivent redevenir une force claire de solidarité internationaliste, de défense des souverainetés populaires et de lutte contre toutes les formes de colonialisme contemporain.

Le peuple sahraoui résiste depuis cinquante ans. Notre responsabilité est d’être à leurs côtés, et de dénoncer à leurs côtés

Les signataires :

1. Henri CHASSAGNE, 94 - Val-de-Marne
2. Leila BOUNEBACHE, 94 - Val-de-Marne
3. Claude MANGIN, 94 - Val-de-Marne
4. Gabriel MIROIR, 94 - Val-de-Marne
5. Sophia AKROUR, 94 - Val-de-Marne
6. Diane MOREAU, 94 - Val-de-Marne
7. Thomas TURNER, 93 - Seine-Saint-Denis
8. Tristan MONTBROUSSOUS, 35 - Ille-et-Vilaine
9. André CHASSAGNE, 94 - Val-de-Marne